

Gambit iranien : l'ouverture d'Obama et le jeu de l'Europe

Auteur :

Jacques Charmelot, journaliste pour l'Agence France Presse depuis 1980. Il a dirigé les bureaux de Téhéran, Beyrouth et Bagdad. Il a été en poste à Washington comme correspondant auprès du Département d'Etat. Il a été directeur des bureaux de Sarajevo et Zagreb. Il a couvert la guerre en Irak en 2003, participé à un documentaire sur Saddam Hussein en 2005, puis dirigé de nouveau le bureau de Bagdad de 2007 à 2008. Il a écrit plusieurs livres sur la guerre en Irak, le chiisme, l'Iran, les femmes et l'Islam, et les Etats-Unis, en collaboration avec sa femme, Lilli Gruber, journaliste italienne et ancienne députée européenne.

jacquescharmелot@yahoo.fr et jacques.charmelot@afp.com

Le président américain Barack Obama a décidé d'explorer, sans condition, la possibilité pour les Etats-Unis de renouer avec l'Iran. Une reprise du dialogue diplomatique mettrait fin à près de 30 ans d'hostilité entre deux protagonistes incontournables de l'histoire contemporaine du Moyen Orient et du Golfe arabo-persique. L'Europe, qui a maintenu ses liens avec la République Islamique, doit éviter qu'un rapprochement stratégique entre Washington et Téhéran ne la marginalise. Elle doit être capable de jouer un rôle positif, notamment en suggérant des approches originales à la résolution d'une dispute centrale, celle du programme nucléaire iranien. Cette équation restera cruciale quelque soit le vainqueur de l'élection présidentielle iranienne, prévue le 12 juin.

1 - Le divorce

Dans la matinée du 4 novembre 1979, à Téhéran, où, en février, la Révolution islamique a chassé le chah et installé un régime dominé par les religieux chiites, un groupe d'étudiants en colère assiège l'ambassade américaine. Bientôt, les plus téméraires escaladent l'enceinte. La police iranienne est débordée et les gardes américains sont impuissants face à la foule. Les bâtiments sont rapidement envahis et les diplomates faits prisonniers. Ce n'est pas la première fois que la représentation du pays le plus puissant du monde est la cible de l'ire des manifestants qui crient leur allégeance au Guide de la Révolution, l'Imam Khomeiny. En février, ils avaient pris d'assaut l'ambassade, mais la police avait réussi à les en chasser.

L'information parvient à Khomeiny qui se trouve alors à Qom. Un de ses proches conseillers, Mohamed Yazdi, qui tombera en disgrâce par la suite, se rend immédiatement dans la ville sainte pour prendre des instructions du Guide suprême. « La fois précédente, au tout début de la révolution, les étudiants avaient été rapidement évacués. Pour le régime, il s'agissait de démontrer que le pouvoir était entre les mains d'hommes responsables », racontera-t-il plus tard, dans un livre sur l'Iran, « Tchador », de la journaliste italienne Lilli Gruber. « Et la première réaction de l'Imam Khomeiny a été de me dire -qu'on les jette dehors-. Puis il a allumé la télévision et il a pris toute la mesure de l'évènement ».

Dans les heures qui vont suivre, Khomeiny est frappé par la détermination des étudiants et par la mobilisation populaire que provoque ce coup d'éclat. Très sensible à l'humeur d'une nation en ébullition, il décide alors d'approuver l'opération et de laisser faire les étudiants. La prise de l'ambassade devient un formidable instrument de propagande pour le régime : les diplomates américains, les yeux bandés, les mains attachées, sont paradés devant la presse internationale ; les documents retrouvés dans le « nid d'espions » sont reconstitués et présentés comme les preuves des noirs dessins de l'Amérique contre la Révolution. Pour démontrer l'humanité des révolutionnaires, les femmes et les employés de couleurs sont libérés. Mais 52 diplomates sont retenus captifs, et ils resteront prisonniers pendant 444 jours.

Pour l'administration de Jimmy Carter, il s'agit d'un véritable cauchemar, qui tournera au désastre : le 25 avril 1980, une opération militaire est montée pour tenter de libérer les otages. C'est un fiasco complet. Pris dans une tempête de sable, les avions et les hélicoptères mobilisés pour cette mission sont cloués au sol dans le désert du sud de l'Iran, près de la ville de Tabas. Un hélicoptère percute un avion de transport C 130, et huit membres du commando sont tués. L'opération est annulée, et la Maison Blanche doit annoncer son échec. Jimmy Carter, un des présidents les plus éclairés de l'histoire des Etats Unis, ne se relèvera pas de cette aventure : il sera défait aux élections de novembre 1980, et Ronald Reagan sera élu. Les Iraniens libèreront les diplomates captifs le 21 janvier 1981, au premier jour de l'entrée en fonction du nouveau président.

Entretemps, la fracture entre Washington et Téhéran a été consommée. La décision de rupture des relations diplomatiques a été annoncée le 7 avril 1980 par les Etats Unis. Depuis cette date, les deux pays s'ignorent, s'insultent, se menacent, se livrent à une guerre secrète sans merci. Les rares tentatives de rapprochements ont échoué, et la rancœur s'est accumulée. Pourtant, les Etats-Unis et l'Iran sont deux pays indispensables à la stabilité d'une région qui va des rives de la Méditerranée à celles du Golfe, et leur entente est nécessaire à la pacification de l'Afghanistan et de l'Asie centrale. L'histoire contemporaine, notamment depuis la dislocation de l'URSS, a voulu que les Etats-Unis deviennent l'acteur non régional essentiel dans cet ensemble géographique. Leur besoin de pétrole, leur appui sans faille à Israël, leur puissance militaire unique, mais aussi l'attrait du système politique et du mode de vie américains, ont fait de ce pays le gendarme, l'arbitre, le tuteur de ces contrées éloignées. L'Iran, forte de son histoire et d'une population qui atteint quelque 70 millions d'habitants, riche en pétrole et en gaz, est au cœur de cette région. Son vaste territoire est installé aux confins des sphères européenne, arabe et asiatique. Et comme l'explique Graham Fuller, analyste de la Rand Corporation, ce pays se perçoit comme « au centre de l'Univers ». Téhéran a donc l'ambition de jouer le rôle que la géographie et l'histoire lui réservent. Le silence entre ces deux nations est une anomalie, qui a eu, et peut encore, avoir des conséquences périlleuses. « Il est temps de commencer à traiter l'Iran comme une nation sérieuses et

influente », écrivaient trois experts américains, William Luers, Thomas Pickering, Jim Walsh, dans un éditorial publié par l'Herald Tribune du 18 janvier. Et ils ont raison.

2 - Les racines du mal

La prise de l'ambassade américaine en novembre 1979 a représenté un tournant symbolique pour une Révolution qui a emporté le régime du chah Mohammed Reza, mais a également mis fin à l'ingérence américaine dans les affaires iraniennes. L'année 1978 avait été marquée par une succession de manifestations qui avaient opposé les groupes de militants en révolte à la police et à l'armée fidèles au souverain. Finalement celui qui avait été l'animateur de ce soulèvement, à la fois populaire et religieux, l'imam Khomeiny était rentré de son exil le 1^{er} février 1979. Il a débarqué de Paris à bord d'un Boeing d'Air France, accompagné de 141 journalistes. L'un d'eux lui a demandé ce qu'il ressentait en survolant la capitale iranienne où des millions de fidèles l'attendaient pour fêter son retour : « rien », répondit-il. Ce qui reste alors de l'état monarchique et de la dynastie des Pahlevi va disparaître en quelques jours. Les dernières unités fidèles au chah se rendent, et un référendum, organisé en mars, approuve à 98% l'instauration d'une république islamique qui verra le jour le 1^{er} avril.

Pour Khomeiny, il s'agit d'une formidable revanche. Le chah l'avait contraint à l'exil en 1965, après des mois de tension entre les deux hommes. Dans un premier temps, l'imam s'était installé dans la ville sainte chiite de Nadjaf, dans le centre de l'Irak. En 1978, Saddam Hussein, à la demande du chah, l'avait forcé à quitter l'Irak, et Khomeiny avait pris résidence à Neauphles-le-Château, près de Paris, d'où il allait pouvoir lancer ses appels à la révolte dans des messages enregistrés diffusés dans les mosquées iraniennes.

Un des thèmes les plus mobilisateurs de la campagne de Khomeiny, et des autres mouvements d'opposition en Iran, était l'allégeance du chah aux Etats-Unis. Les critiques les plus souvent émises concernaient le statut d'immunité dont bénéficiaient les conseillers américains présents en Iran et dont le nombre a varié de 45 à 60.000. Dans une phrase devenue fameuse, Khomeiny avait assuré que les Américains avaient plus de respect pour les chiens que pour les Iraniens. « Si un automobiliste américain renverse un Iranien, rien ne lui arrive. S'il écrase un chien aux Etats-Unis, il sera poursuivi ! ». De fait, pour les Etats-Unis, l'Iran, frontalière de l'URSS, était un avant-poste indispensable dans la politique de confrontation ou d'endiguement de la menace communiste. Dans le contexte de la Guerre Froide, le soutien au chah était une priorité. Les Etats-Unis armaient le souverain, en le dotant notamment d'une flotte d'appareils de combats de haute technologie. Ils opéraient également sur le territoire iranien, dans les montagnes de l'Elbourz, au nord de Téhéran, une station d'écoute sophistiquée, qui leur permettaient de suivre les essais balistiques soviétiques. Ce programme secret baptisé Tacksman, contrôlé par la CIA, était pour beaucoup d'Iraniens le symbole de la soumission du chah aux diktats américains. Les religieux, Khomeiny en tête, reprochaient également « l'ouest-toxication » de la société iranienne : ils condamnaient l'adoption de pratiques occidentales, en contradiction avec les traditions locales. Dans une société encore largement sous-développée, en dépit de la richesse pétrolière, le discours conservateur des religieux avait une dimension rassurante face à ce qui ressemblait à une modernisation à marche forcée proposée par le chah.

Confronté à la révolte populaire, le chah avait quitté le pays le 16 janvier 1979. Accompagné de sa femme Farah Diba, et de trois de ses enfants, il s'était envolé pour l'Egypte. Il pensait bien revenir dans son pays, mais, sans doute dans un geste

prémonitoire, il avait emporté avec lui un peu de terre iranienne. Il allait vivre comme un roi errant pendant quelques mois, séjournant après l’Egypte, au Maroc, aux Bahamas, au Mexique puis à Panama. Finalement, la nouvelle qu’il souffrait d’un cancer est rendue publique. L’histoire officielle veut que les responsables américains découvrent la maladie du chah à cette occasion. Il avait été soigné secrètement par une équipe médicale française, et avait, semble-t-il, été en mesure de cacher la gravité de son état de santé, y compris aux agents de la CIA supposés tout connaître de l’Iran. Il est vrai que la centrale américaine n’a pas brillé à l’époque dans sa compréhension de l’Iran, puisqu’un rapport, six mois avant que le chah ne fuit son pays, concluait que « le pays n’était pas en état de crise révolutionnaire, ni même pré-révolutionnaire ».

Un accord tacite entre les autorités américaine et iranienne avait établi que le chah ne pourrait pas trouver refuge aux Etats-Unis. Le régime révolutionnaire de Téhéran craignait que le souverain n’utilise ses appuis dans le pays pour tenter un coup d’Etat militaire. L’administration Carter, dans un souci d’apaisement, avait admis cette exigence. Aussi, lorsque le chah est arrivé le 22 octobre 1979 à New York, rien n’aurait pu calmer la colère et les craintes des Iraniens. La venue du souverain déchu, pour des examens médicaux, avaient été organisée par Henry Kissinger et David Rockefeller, deux amis personnels de Mohammed Reza. Mais pour les jeunes révolutionnaires de Téhéran, il s’agissait d’un début de complot pour organiser son retour par la force. Et ce fut l’étincelle qui allait mobiliser « les étudiants dans la ligne de l’Imam » contre l’ambassade des Etats-Unis à Téhéran. Pour ceux qui le 4 novembre 1979 ont enfoncé les portes de la représentation américaine, la crainte d’un coup d’Etat était réelle : 26 ans plus tôt, un gouvernement iranien, opposé au chah, avait été renversé par une opération montée par la CIA.

L’opération Ajax, qui a écarté en 1953 Mohamed Mossadegh, Premier ministre réformateur iranien, est l’un des points de contentieux les plus rudes entre Washington et Téhéran. Cet épisode explique la méfiance profonde des Iraniens à l’égard des Etats-Unis, comme la prise de l’ambassade explique la rage humiliée des Américains à l’égard de la République islamique. Mossadegh, chef du Front national, député et président de la commission chargée du pétrole, avait fait voter en 1951 par le parlement une loi de nationalisation de l’or noir iranien, alors contrôlé par les Britanniques. Pour Londres, il s’agissait d’un défi inacceptable, et la flotte de guerre britannique fit le siège du port d’Abadan pour empêcher l’exportation du précieux liquide. Mais le Parlement iranien ne cède pas et décide de désigner Mossadegh comme Premier ministre. A Washington, le président Harry Truman préfère rester neutre et ne pas prendre parti dans une dispute qui a de forts relents colonialistes. En mai 1952, les Britanniques imposent au chah de se débarrasser de Mossadegh et le souverain s’exécute. Mais devant la colère populaire et les manifestations de masse, le nouveau chef de gouvernement est contraint à démissionner et Mossadegh retourne aux affaires, renforcé. Entretemps, la situation a changé à la Maison Blanche : un nouveau président, Dwight Eisenhower, a été élu et son souci unique est de contrôler l’expansion soviétique. Avec ses conseillers, il voit en Mossadegh un maillon faible, susceptible de tomber sous l’influence de Moscou. Le président américain se range à l’avis des Britanniques sur la nécessité de se débarrasser de lui et approuve en juin 1953 le lancement de l’opération Ajax. C’est un jeune agent de la CIA, Kermit Roosevelt, qui en sera chargé. Et il coordonnera étroitement son action avec le chah. L’idée centrale du plan est de fomenter des manifestations et des violences urbaines pour donner à l’armée du chah le prétexte de rétablir l’ordre et de déclarer le gouvernement incapable d’assurer la sécurité des citoyens. Après un premier échec, une

seconde tentative réussira et, à la mi-août, Mossadegh est chassé du pouvoir et arrêté. Le chah, qui s'était mis prudemment à l'abri à Bagdad puis à Rome, rentre à Téhéran. Il ne pourra jamais se débarrasser de l'image d'un souverain remis en selle par la puissance qui sera dorénavant le protagoniste central dans cette région du monde, les Etats-Unis.

Paradoxalement, un des domaines dans lequel la coopération entre l'Iran et les Etats-Unis allaient se développer alors est celui-là même qui les sépare dorénavant : le nucléaire. Dans le cadre de la stratégie américaine connue sous le nom d'Atoms for Peace, qui envisageait une prolifération contrôlée du nucléaire civil en faveur des alliés de l'Amérique, Washington était prêt à aider à la construction de plus d'une vingtaine de centrales nucléaires. Le chah prévoyait que l'Iran ne devait pas compter éternellement sur ses ressources pétrolières et que le pays devait se doter d'une capacité de production électrique à partir de l'énergie nucléaire. L'Iran a signé en 1968 et ratifié en 1970 le Traité de Non Prolifération nucléaire qui contraint ses signataires à renoncer au nucléaire militaire.

C'est donc avec l'épisode de Mossadegh et de l'opération Ajax en mémoire, la complicité du chah, les manipulations de la CIA, et l'allégeance de l'armée iranienne à ses conseillers américains, que les jeunes manifestants iraniens ont décidé en 1979 de s'emparer de l'ambassade des Etats-Unis. Leur coup de force allait marquer le début d'une longue période d'hostilité entre les deux pays. Avec, dès le début, comme toile de fond, une guerre meurtrière.

3 – Un conflit ouvert

Six mois après la rupture des relations entre les Etats-Unis et l'Iran, une des pages les plus sanglantes de l'histoire récente de la région s'ouvre. Le président irakien Saddam Hussein décide d'attaquer l'Iran et lance ses avions et ses chars à l'assaut de la ville de Khorramchar, dans le sud de l'Iran. La boucherie allait durer 8 ans.

Les Etats-Unis ont toujours soutenu qu'ils avaient conservé dans cette guerre une position de neutralité. On attribue même à Henry Kissinger une petite phrase qui résume bien cette approche : « il est dommage que les deux ne puissent pas perdre ». La réalité suggère toutefois que, dès le début des opérations irakiennes engagées avec l'accord tacite de Washington, les Etats-Unis ont souhaité la victoire de Saddam Hussein et l'ont finalement aidé. Richard Murphy, chargé du Moyen Orient à l'époque de la guerre, se souvient dans un documentaire télévisé retraçant les relations ambiguës entre Saddam Hussein et les Américains (« Saddam : le meilleur ennemi de l'Amérique », par Pascal Vasselin et Jacques Charmelot) que le choix semblait être entre un régime qui, quotidiennement, affichait sa haine pour l'Amérique et un autre avec qui il était envisageable de faire affaire. Ronald Reagan a été rapidement convaincu, notamment par les pays arabes riverains du Golfe, qu'il n'était pas possible de laisser les Irakiens perdre cette guerre qu'ils avaient lancée sans précaution. Dès 1983, un émissaire américain vient marquer l'appui de Washington à Saddam Hussein : il s'appelle Donald Rumsfeld, et deviendra, par la suite, un des plus ardents partisans de l'élimination du dictateur irakien. L'année suivante, l'ambassade américaine à Bagdad, fermée par les Irakiens à l'époque de la guerre israélo-arabe de 1967, est rouverte. Des aides financières interviennent, notamment sous la forme de milliards de dollars destinés à soutenir l'agriculture irakienne, mais qui, en réalité, libèrent des sommes équivalentes du budget irakien pour acheter des armes russes ou françaises. La CIA organise également

la livraison d'images satellitaires aux Irakiens sur la position des troupes iraniennes le long de l'immense ligne de front, où périodiquement, de 1982 à 1988, les jeunes volontaires iraniens se lancent à l'assaut des positions irakiennes, avec autour du cou, une clef du Paradis, tant ils savent qu'ils marchent à travers les champs de mines vers une mort certaine.

L'Iran considérera alors que les Etats-Unis sont les alliés de l'Irak et réagira sur d'autres fronts, notamment au Liban, où la guerre civile, l'invasion israélienne de 1982, puis la dislocation de l'Etat dès 1986, offraient un terrain favorable à de sanglants règlements de compte. Des attentats meurtriers contre la présence américaine ont lieu à Beyrouth en 1983, visant d'abord l'ambassade puis une caserne de Marines, et feront 350 tués. Ils sont attribués alors à une mouvance clandestine, liée à la fois à l'Iran et à la Syrie, qui sera officiellement désignée deux ans plus tard, comme le Hezbollah, le Parti de Dieu. La vague des enlèvements d'étrangers, notamment français et américains, va également commencer au Liban et en fera, à partir de 1986, un pays interdit aux Occidentaux. Le lien avec le soutien de la France ou des Etats-Unis à l'Irak revenait en permanence dans les messages de revendications des preneurs d'otages qui parvenaient sous forme de cassettes aux agences de presse étrangères à Beyrouth.

Un épisode de cette guerre secrète démontre comment l'histoire peut évoluer de façon paradoxale : le 12 décembre 1983, la capitale du Koweït, Kuwait City, est secouée par une série d'explosions. Les cibles : l'ambassade des Etats-Unis, l'ambassade de France, la principale raffinerie de pétrole et l'aéroport. Le message est clair : ceux qui soutiennent l'Irak dans sa guerre contre l'Iran sont dorénavant des objectifs légitimes pour les organisations clandestines qui appuient l'Iran. Le Jihad Islamique et le Parti Dawa revendiquent ces opérations. Rapidement, 17 de leurs partisans sont arrêtés au Koweït, et la majorité sont condamnés à mort. Au Liban, celui qui allait devenir le chef de l'action secrète du Hezbollah, Imad Mughnieh, lance une vague de rapt d'étrangers pour obtenir la libération d'un de ses parents, au nombre des 17. Les condamnés resteront en prison pendant des années et l'émir n'aura jamais le courage ni de les exécuter ni de les gracier. Ultime ironie : les « 17 du Koweït », ennemis jurés de l'Etat baasiste irakien, s'échapperont finalement de leurs geôles lorsque les troupes de Saddam Hussein bombardent leur prison lors de l'invasion de l'émirat en 1991. L'un d'eux se retrouvera, plus de 20 ans plus tard, ministre dans le gouvernement irakien de Nouri al Maliki, lui-même secrétaire général du Dawa, passé sans difficulté du terrorisme à la gestion politique.

L'épilogue de cette histoire sera écrit récemment : Mughnieh, bête noire des Etats-Unis, dont la tête avait été mise à prix bien avant que celle d'Oussama ben Laden ne devienne le visage du terrorisme, a finalement été tué dans des circonstances étranges. Il est mort à Damas en février 2008. Sa voiture a explosé dans une zone hautement sécurisée, à quelques distances du quartier général des services de renseignements syriens. Les hypothèses sur les commanditaires de cet attentat se sont multipliés : le Mossad, la CIA, les services syriens, une dissidence à l'intérieur du Hezbollah et, pourquoi pas, les parrains iraniens de Mughnieh. Il est certain que sa disparition clôt un chapitre très délicat des relations entre les Etats-Unis et l'Iran. Les morts ne parlent pas, et sont encore moins susceptibles d'être réclamés pour rendre des comptes sur ce que les uns considèrent comme des crimes, et les autres des exploits.

Lorsque la guerre terrestre entre l'Iran et l'Irak s'étend aux eaux du Golfe et menace les voies de passage des pétroliers qui alimentent le marché mondial en or noir, la

communauté internationale, emmenée par les Etats-Unis, réagit. En 1986, elle décide de faire escorter les tankers par des navires de guerre étrangers. Plusieurs incidents vont alors faire basculer les Etats-Unis et l'Iran dans un état de guerre ouverte même si elle n'est pas officiellement déclarée : en mai 1987, un avion iranien tire un Exocet de fabrication française contre le destroyer américain USS Stark et tue 37 marins. En octobre, les avions et navires américains bombardent les plates-formes pétrolières iraniennes. En avril 1988, une frégate américaine est endommagée par une mine iranienne, et quelques jours plus tard, l'US Navy passe à l'attaque et coule les 2/3 de ce qui constituait la flotte iranienne. Et le 3 juillet 1988, un croiseur américain, le USS Vincennes, tire un missile contre une cible dans le ciel : l'avion touché explose et ses débris s'abiment dans les eaux du Golfe. Il s'agissait d'un appareil civil, le vol Iran Air 655, entre Bandar Abbas et Dubai, avec 290 personnes à bord. Il n'y aura pas de survivants. Les Etats-Unis ont toujours soutenu que le commandant de l'USS Vincennes avait confondu l'appareil civil avec un F-14 Tomcat iranien. Les Iraniens ont assuré qu'une telle méprise était impossible, et que le Vincennes avait sciemment abattu un vol civil. Un nombre d'enquêtes indépendantes ont établi qu'il était difficile, même dans la confusion d'une zone de guerre, de méprendre un avion civil pour un appareil militaire.

Cet épisode a été cité comme l'une des raisons qui ont poussé Khomeiny à finalement accepté un cessez-le-feu en août 1988. Il savait que son pays et la Révolution n'étaient pas en mesure de s'engager dans une confrontation directe avec les Etats-Unis. Pour lui, la guerre avait atteint son objectif : elle lui avait permis de consolider son pouvoir, en se présentant comme le rempart unique contre les ambitions d'un dictateur arabe, manipulé par les puissances occidentales. La guerre avait donné à la Révolution une raison d'être et l'avait rendu intouchable. Assiégée, elle s'était renforcée, éliminant ses opposants et mobilisant les indécis, au nom de la défense de la patrie. Khomeiny pouvait en toute confiance y mettre fin. Lui-même, comme si sa mission était accomplie, mourra moins d'un an plus tard, le 4 juin 1989.

4 - La rancœur persistante

La fin de la guerre entre l'Iran et l'Irak n'a pas permis de mettre un terme à l'hostilité entre Washington et Téhéran. Pourtant, rapidement, l'Irak, allié objectif de l'Occident dans son opposition à la Révolution islamique, allait devenir l'ennemi à abattre pour les administrations américaines. Par ailleurs, avec la mort de l'Imam Khomeiny, opposé à tout compromis avec le Grand Satan, des hommes plus pragmatiques sont arrivés au pouvoir à Téhéran, comme Ali Akbar Hashemi Rafsandjani, mais ils ont eu à prendre en compte un héritage révolutionnaire pesant, ciment de la société iranienne, qui ralentit la transition vers un modèle politique plus ouvert et moins rigide.

Un des griefs permanents des Iraniens à l'égard des Etats Unis est le maintien et le renforcement d'un régime de sanctions financières et économiques qui handicapent de nombreux secteurs, notamment celui stratégique du pétrole, et celui du transport aérien, crucial dans un pays très vaste. Les avoirs iraniens aux Etats-Unis ont été gelés au lendemain de la révolution. Un débat s'est immédiatement ouvert sur le montant de ces réserves, mais l'estimation la plus courante les évalue à l'époque à 12 milliards \$. Une partie a été débloquée après la conclusion de l'affaire des otages de l'ambassade par l'accord d'Alger de 1981, mais un montant sur lequel les Iraniens et les Américains ne sont pas d'accord reste encore gelé. Un régime de sanctions commerciales a été mis en place qui s'est renforcé avec le temps : toute une série de législations passées par le Congrès américain interdisent aux entreprises américaines de faire du commerce ou

d'investir en Iran. Elles pénalisent également les entreprises étrangères qui investissent plus de 20 millions \$ par an dans le secteur pétrolier et gazier. Dans la pratique, ces mesures ont un impact direct sur la capacité des Iraniens de passer des accords avec les grands groupes pétroliers occidentaux, les mieux placés pour apporter au pétrole iranien la technologie et l'expérience nécessaires au développement du secteur. Un autre domaine dans lequel les sanctions ont constitué un vrai handicap a été celui de l'aviation civile : la difficulté pour les compagnies iraniennes d'acquérir des appareils neufs, ou de s'approvisionner en pièce de rechange pour leur flotte d'avions américains et européens, a été une source d'inquiétude. Les autorités internationales de l'aviation civile ont estimé que les sanctions dans ce domaine mettaient en danger la vie des passagers. A partir de 2006, cet aspect des sanctions a été levé et la flotte civile iranienne a pu entamer une période de modernisation.

Outre les sanctions américaines contre l'Iran, la liste des griefs réciproques entre les deux pays est connue. L'ordre des priorités peut changer, mais les points d'achoppements restent les mêmes depuis près de 30 ans. Les Etats-Unis reprochent à la République Islamique : son soutien au terrorisme, la poursuite de programmes d'armes de destruction massive, notamment nucléaires, ses menaces contre les pays du Golfe et, par-dessus tout, sa vindicte à l'égard d'Israël. Dans la pratique, les Américains veulent que les Iraniens réduisent leur soutien à Hamas et au Hezbollah, qu'ils cessent leurs attaques verbales contre Israël et surtout qu'ils garantissent de façon indéniable qu'ils ne cherchent pas à se doter de l'arme atomique et de vecteurs balistiques pour la mettre en œuvre.

Les Iraniens exigent depuis toujours que les Etats-Unis reconnaissent la Révolution de 1979, s'engagent à ne plus se mêler des affaires intérieures iraniennes et acceptent le régime de Téhéran comme partenaire dans un dialogue paritaire et respectueux. Traduit dans des mécanismes pratiques, Téhéran veut que Washington lève les sanctions économiques, libère les avoirs gelés, réduise sa présence militaire dans le Golfe, en Irak et en Afghanistan, mette un terme à son soutien aux opposants au régime et trouve une approche plus équilibrée au conflit israélo-palestinien.

Cette double partition est largement connue de ceux qui doivent la chanter et un début de duo a timidement démarré avec l'arrivée au pouvoir à Téhéran d'un président réformiste, Mohammad Khatami, en mai 1997. Il bénéficie alors d'une vaste popularité et symbolise les espoirs de la jeunesse et des femmes, qui ont voté en masse pour lui. Il sera réélu en juin 2001, mais ne parviendra pas à satisfaire les attentes d'une nation de plus en plus impatiente, et sera défait en 2005 par le populiste Mahmoud Ahmadinejad, qui profite du découragement du camp réformateur, et d'un retour de ferveur nationaliste face aux menaces venues de l'extérieur, notamment après l'invasion américaine de l'Irak en 2003.

Lorsqu'il arrive aux affaires, Khatami est décidé à faire avancer les relations entre son pays et les Etats-Unis. Dans un entretien à CNN, il lance l'idée d'un « dialogue des civilisations », qu'il oppose à celle d'un « affrontement des civilisations », développée dans une théorie éminemment schématique par l'historien Samuel Huntington. Il assure que l'Iran condamne le terrorisme et ne cherche pas à se doter d'armes nucléaires¹.

¹ <http://edition.cnn.com/WORLD/9801/07/iran/interview.html>

La secrétaire d'Etat de l'époque, Madeleine Albright, lui répond par un premier discours en juin 1998, où elle salue l'ouverture iranienne, et explique le soutien américain au régime du chah par le contexte de la guerre froide : « Les exigences de la Guerre Froide ont inspiré des politiques et des actions qui ont déplu aux Iraniens. Avec le recul, on peut les comprendre »².

Dans le même temps, des mesures d'assouplissements des sanctions commerciales sont engagées et les tapis persans et les pistaches iraniennes retrouvent le chemin du marché américain. Il faudra toutefois attendre un autre discours d'Albright, en mars 2000, pour que les Iraniens commencent à entendre ce qu'ils attendent des Américains : un début d'excuses pour le coup d'Etat de 1953. « En 1953, les Etats-Unis ont joué un rôle prépondérant dans le renversement du Premier ministre iranien Mohammed Mossadegh. L'administration Eisenhower estimait que ses actions étaient justifiées par des considérations stratégiques, mais ce coup d'Etat a été clairement un coup de frein dans le développement politique en Iran. Et il est facile de comprendre pourquoi de nombreux iraniens continuent de critiquer cette intervention américaine dans leurs affaires domestiques », assure la Secrétaire d'Etat³.

Malheureusement, ce début de flirt timide arrive un peu tard. Le mandat du président Bill Clinton s'achève en 2001, dans le scandale de l'affaire Lewinski, et les ouvertures avec l'Iran sont loin d'être ses priorités. Les années qui suivent vont faire entrer les rapports entre Washington et Téhéran dans une véritable ère glaciaire.

5 - Une nouvelle « Guerre Froide »

Le président George W. Bush prend ses fonctions en janvier 2001 en ayant du monde une connaissance limitée et, pour les affaires internationales, un goût encore plus réduit. 8 mois plus tard, il est toutefois confronté à un défi sans précédent dans l'histoire contemporaine américaine : une double attaque terroriste, le 11 septembre, contre New York et Washington fait des milliers de victimes. Entouré d'une équipe d'idéologues de droite liés au secteur du pétrole et de l'armement, il va répondre de façon simpliste à un problème complexe : il lance son pays dans la guerre. « La guerre contre le terrorisme », un slogan plus qu'une stratégie, sera le leitmotiv de ses deux mandats. Et il ordonne les opérations en Afghanistan et en Irak, campagnes mal préparées, aux objectifs incertains, qui vont coûter à l'Amérique des vies humaines, des sommes pharamineuses et sa réputation morale dans le monde. Au passage, la machine militaire américaine broiera des nations, piétinera des principes, et laissera derrière elle de nouveaux champs de ruines dans des régions du monde qui, depuis des décennies, n'ont jamais connu de répit. En 8 ans, se formera un immense réservoir de haine et de ressentiment dans lequel les extrémistes de tous bords pourront dorénavant puiser pour s'en pendre à l'Occident.

Pour l'Iran, l'élimination du régime des Talibans à Kaboul en 2001, n'est pas une mauvaise chose en soi. Téhéran n'a rien en commun avec les fanatiques sunnites qui avaient pris le pouvoir en Afghanistan et qui considéraient la minorité chiite du pays comme des apostats. L'intervention américaine donne même l'occasion aux deux pays de coopérer pour la mise en place de nouvelles institutions en Afghanistan, lors de la

² <http://www.aghayan.com/alb061798.htm>

³ <http://www.aghayan.com/alb031700.htm>

conférence de Bonn en novembre 2001. James Dobbins, le délégué américain, avait même assuré dans un entretien avec le Washington Post, « qu'aucun autre participant n'avait été plus utile que l'Iran »⁴. Dans les mois qui suivirent, le régime de Téhéran allait se montrer un partenaire précieux de l'ONU, mais également des responsables américains sur le terrain, pour organiser le rapatriement de plus d'un million de réfugiés afghans, installés depuis des années en Iran.

La présence à sa frontière orientale d'une force armée américaine ne peut toutefois qu'inquiéter Téhéran, d'autant que le président Bush a donné, en janvier 2002, une direction menaçante à la politique étrangère des Etats-Unis. Dans un discours devant le Congrès, il désigne les pays formant, à ses yeux, l'Axe du Mal. Ils sont au nombre de trois : la Corée du Nord, l'Irak et l'Iran. Pour lui, le monde est mis en danger par les ambitions de ces 3 nations à se doter d'armes de destruction massive et il est légitime de prendre des mesures préventives pour changer les régimes qui les dirigent.

Malgré cette déclaration particulièrement belliqueuse, les dirigeants iraniens tentent, en mai 2003, une ouverture vers Washington. Alors que les troupes américaines viennent d'entrer à Bagdad, ils font une proposition de négociation globale à Washington. Dans une lettre envoyée à la Maison Blanche, ils se disent prêts à discuter de leur programme nucléaire, de leur soutien aux groupes palestiniens et libanais, Hamas et Hezbollah, et à coopérer pour stabiliser l'Irak. En échange, le régime de Téhéran demande à ne plus être placé sur l'Axe du mal et à obtenir l'engagement des Etats-Unis qu'ils n'œuvrent pas à sa déstabilisation. Cette ouverture est ignorée. Forts de leur succès militaire rapide contre le régime de Saddam Hussein, les stratèges américains n'ont aucune raison de s'engager dans des tractations avec la République Islamique. A Téhéran, la crainte est donc grande de voir les divisions américaines, dorénavant déployées sur la frontière occidentale du pays, pousser leur avantage et venir accomplir en Iran le coup de force promis en 2002 par le président Bush.

Par la suite, et en dépit des difficultés rapidement rencontrés par les forces d'occupations américaines en Irak, la rhétorique menaçante de Washington ne se calme pas et une nouvelle catégorie d'ennemis de l'Amérique fait son apparition : ce sont les « avant-postes de la tyrannie » candidats à un changement de régime forcé. En janvier 2005, celle qui allait être la secrétaire d'état du second mandat de Bush, présentait au Congrès les six pays auxquels les Etats-Unis souhaitaient apporter la liberté : la Birmanie, Cuba, la Biélorussie, le Zimbabwe, la Corée du Nord et l'Iran. Dans le même temps, la presse américaine se fait l'écho de la détermination de l'administration Bush à procéder à des frappes aériennes massives contre les installations du programme nucléaire iranien. Les scénarios se multiplient, jamais démentis pas les officiels américains, et certains envisagent même l'usage de munitions nucléaires pour détruire les structures enterrées, réelles ou imaginaires, où les scientifiques iraniens mettraient au point l'arme atomique.

En Iran, les élections de juin 2005 portent au pouvoir un nouveau président : Mahmoud Ahmadinejad. Populiste, il va jouer sur l'antiaméricanisme pour mobiliser ses fidèles. Il va se montrer intraitable sur le dossier nucléaire et va s'attirer l'opprobre internationale en multipliant les attaques contre Israël. Elles seront souvent utilisées pour l'accuser d'antisémitisme et de desseins guerriers à l'égard de l'Etat hébreu.

⁴ <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2007/07/20/AR2007072002056.html>.

6 – La polémique nucléaire

L'Iran avait provoqué dès 2002 la méfiance internationale en dissimulant le véritable avancement de son programme nucléaire et en s'arc-boutant par la suite sur son droit à acquérir la technologie nécessaire à l'enrichissement de l'uranium. Téhéran assure que ces ressources pétrolières et gazières ne sont pas éternelles et qu'il lui faut préparer l'avenir en se dotant d'un potentiel de production électrique à partir de l'énergie nucléaire. Cette attitude s'inscrit dans une logique historique née à l'époque du chah, lorsque les Etats-Unis étaient disposés à aider l'Iran monarchique à se doter d'une capacité dans ce domaine, sans s'inquiéter outre mesure de l'évolution de ces ambitions civiles vers un usage militaire. Le chah avait également passé un accord avec le consortium européen Eurodif, qui comprenait la France, la Belgique et l'Espagne. Il y avait pris une participation par le biais d'une société franco-iranienne Sofidif, dont Téhéran est toujours partenaire. La Révolution de 1979 va évidemment changer radicalement l'attitude des Etats-Unis et des Européens à l'égard du programme nucléaire iranien. Il va être considéré dorénavant comme un dangereux risque de prolifération et non plus comme une activité légitime d'un Etat souverain dans le cadre des traités internationaux régissant cette activité. Le gouvernement français, notamment, refusera pendant longtemps de rembourser à l'Iran révolutionnaire l'argent que le régime du chah avait avancé pour obtenir d'Eurodif de l'uranium enrichi. Paris et Téhéran passeront finalement un accord à ce sujet en 1991. Des experts de la région ont assuré que les Iraniens avaient commandité des enlèvements de Français au Liban dans les années 80 pour faire pression sur Paris pour qu'il paye ce que les Iraniens considéraient comme une dette à leur égard.

Mais pour le régime de Téhéran, ce qui valait dans le passé doit valoir encore maintenant. L'accès à la maîtrise du cycle de production d'énergie nucléaire, admise pour le chah, ne peut lui être dénié. Sans partenaires occidentaux, les Iraniens se sont alors tournés vers les Russes pour finaliser l'élément le plus avancé de leur programme nucléaire : la centrale de Busher. En 2003, l'opposition iranienne en exil a révélé que d'autres installations étaient en construction, notamment une usine d'enrichissement d'uranium à proximité de la ville de Natanz. Une troïka européenne formée de la France, du Royaume-Uni et de l'Allemagne, va alors entreprendre des négociations pour tenter d'inciter Téhéran à abandonner son programme d'enrichissement, en échange d'encouragements économiques et financiers. Mais ces efforts n'aboutiront pas et l'Iran refusera, en dépit de nouvelles sanctions internationales, à renoncer à ce qu'elle considère comme un droit légitime. Le groupe de négociateurs sera élargi à la Russie et à la Chine, mais les Iraniens attendront que les Etats-Unis déclarent leur intention de s'asseoir à la table des pourparlers pour considérer que leur obstination a payé et que l'interlocuteur qu'ils attendent depuis 30 ans est enfin arrivé. Mi-avril 2009, les milieux diplomatiques européens ont indiqué que les Etats-Unis étaient dorénavant prêts à se joindre aux groupes de négociateurs pour discuter du programme nucléaire iranien, sans y mettre comme pré-condition l'arrêt du processus d'enrichissement. Le président iranien a réagi à cette offre, même si elle reste au moins publiquement officieuse : « Ils ont dit qu'ils voulaient régler les problèmes de manière diplomatique et nous disons que c'est excellent », a-t-il assuré dans des propos rapportés par l'Herald Tribune du 16 avril. « Notre peuple est en faveur de la logique, du dialogue et d'une coopération constructive fondée sur la justice, le respect et le droit des nations ».

La question centrale qui occupe la communauté internationale est de savoir si l'Iran poursuit secrètement, en contradiction avec le Traité de Non Prolifération, des activités

de nature militaire. L'incertitude prévaut dans ce domaine et les estimations des « experts » sur les progrès de l'Iran vers la production de la Bombe varient entre quelques mois et plusieurs années. La prudence est donc de mise et, dans une approche sage, le patron de l'Agence Internationale pour l'Energie Atomique, Mohamed el Baradei, a toujours insisté sur la nécessité de s'intéresser aux potentiels réels plus qu'aux intentions imaginaires. Il a souvent rappelé que le programme nucléaire iranien était placé sous le contrôle de l'AIEA, et qu'il s'agit là d'une garantie, sauf à considérer que les Iraniens sont à même de dissimuler des pans entiers et stratégiques de leur programme sans qu'aucun indice ne soit décelé. Dans l'hypothèse où les Iraniens mettraient au point, en secret, une arme atomique, il leur faudrait faire face à plusieurs contraintes majeures. Ils ne pourraient s'appuyer que sur une technologie déjà ancienne, qui fut celle des Pakistanais ou des Nord-Coréens. Ils auraient à affronter seuls le défi de miniaturiser cette arme pour la placer dans l'ogive d'un missile balistique. Et ils seraient privés de la possibilité de conduire des essais, pour valider la fiabilité de leurs recherches. Enfin, et surtout, ils devraient mesurer les éventuelles conséquences de la mise au point, ou pire de l'usage, d'une arme de cette nature face à une concurrence militaire de la part d'Israël et des Etats-Unis qui ont la capacité -littéralement- d'effacer l'Iran de la surface de la planète. Il serait donc utile, avant même d'entrer dans le débat de savoir combien d'années séparent les Iraniens de la Bombe, d'établir sans équivoque l'intérêt que pourrait avoir un pays à poursuivre la production d'une arme inutilisable et dont l'obtention lui ferait courir le risque d'une totale annihilation. Penser que le principe de la dissuasion ne fonctionne pas avec le régime iranien relève d'une totale méconnaissance de ses objectifs stratégiques. La survie du système et la cohésion d'un pays traversé par des tendances ethniques exogènes sont son souci primordial. L'exportation de la Révolution, souvent compris comme la raison d'être de la théocratie iranienne, est un simple outil à usage régionale mise en œuvre lorsque le contexte l'impose.

Le document de référence pour la détermination de la stratégie américaine à l'égard du programme nucléaire iranien a établi, en novembre 2007, que l'Iran ne cherchait pas à acquérir d'armes nucléaires. « Le National Intelligence Estimate ne présuppose pas que l'Iran a l'intention de se doter de l'arme nucléaire », écrit cette analyse⁵ qui constitue la somme de tout ce que les agences d'espionnages américaines savent et sont en mesure de présenter au président américain pour qu'il prenne une décision. Le NIE estime que Téhéran avait avant 2003 l'intention de lancer un programme d'armes nucléaires, mais qu'elle a abandonné ses efforts dans ce domaine et qu'elle ne les a pas repris. « Nous avons la conviction que jusqu'à l'automne 2003, des institutions militaires iraniennes œuvraient sous la tutelle du gouvernement au développement d'armes nucléaires, » écrit le NIE. Depuis, ces efforts ont été interrompus et n'ont pas repris. « Nous estimons avec un degré de confiance moyen à haut que l'Iran ne détient pas d'armes nucléaires ».

7 – Les tirades anti-israéliennes d'Ahmadinejad

Une autre question directement liée à celle du nucléaire iranien est la nature des menaces iraniennes contre Israël. Le président Ahmadinejad a provoqué un tollé en octobre 2005 en déclarant, selon des rapports de presse, qu'Israël « devait être rayée de la carte du monde ». Cette petite phrase le poursuit depuis et est régulièrement utilisée

⁵ http://www.dni.gov/press_releases/20071203_release.pdf

pour illustrer le danger d'un pays décidé à en détruire un autre et son ambition présumée de se doter des moyens de le faire. Ce mélange est toxique et, dans une région aussi fragile que le Moyen Orient, il peut conduire à la catastrophe.

La petite phrase d'Ahmadinejad a fait l'objet de longues analyses dans la presse américaine et dans les centres de recherches géostratégiques de Washington. La traduction du farsi à l'anglais a été mise en cause et certains experts ont conclu que le président iranien avait simplement répété une phrase de l'imam Khomeiny : « le régime qui occupe Jérusalem doit disparaître des pages de l'histoire ». La bataille ainsi lancée se poursuit entre ceux qui veulent voir dans les propos du président iranien une menace directe contre Israël et ceux qui optent pour y déceler l'objectif politique constant de la Révolution iranienne de voir le sort de la Palestine décidé par tous ses habitants, libérés de la domination militaire d'un seul peuple. Les experts d'un bord comme de l'autre peuvent avoir raison et ils trouveront toujours des arguments en faveur de la théorie qu'ils veulent défendre.

Pour ramener le débat sur le terrain de la réalité et non pas de la rhétorique, il est bon de comparer les potentiels militaires des Israéliens et des Iraniens. Pour Téhéran, doté d'un budget militaire de quelque 6,6 milliards \$, éliminer Israël n'est pas une option que le plus belliqueux des chefs militaires iraniens peut envisager. La République Islamique ne possède aucun des moyens classiques, conventionnels ou non, pour atteindre Israël, qui dépense quelque 15 milliards \$ par an pour sa défense, et frapper l'Etat hébreu de telle manière qu'il soit défait. Par contre, l'inverse est une réalité. L'aviation israélienne domine le ciel du Moyen Orient et a démontré sa capacité à frapper fort et loin. Ses munitions nucléaires miniaturisées sont à même de vitrifier la majorité des grandes villes iraniennes. Les flottes américaines qui croisent dans le Golfe, les divisions américaines stationnées en Afghanistan et en Irak, encerclent la République Islamique et seraient immédiatement mobilisées au moindre soupçon sérieux de menace militaire contre Israël. (Par comparaison, les Etats-Unis dépenseront en 2009 quelque 1000 milliards \$ dans des activités liées au secteur de la défense). Il faut donc replacer dans un contexte peu favorable à l'Iran les propos tenus par les uns et les autres. La nation qui se sent assiégée est l'Iran et les rodomontades de son président n'y changent rien. Même si, sans doute, elles satisfont une partie de son électorat, qui se souvient avec nostalgie de l'époque où le pays faisait tellement peur qu'il a fallu que le monde entier, sauf la Syrie, se range derrière l'Irak pour en venir à bout.

Les Iraniens se défendent en affirmant qu'ils n'ont aucune intention belliqueuse à l'égard d'Israël, et encore moins à l'égard de la communauté juive. Ils assurent qu'ils réclament simplement justice pour le peuple palestinien. Ils appellent à la tenue d'un référendum ouvert à toutes les populations de la Palestine, les Musulmans, les Juifs et les Chrétiens, pour décider de la nature du gouvernement que le peuple souhaite. Ils considèrent par ailleurs que la solution des deux Etats vivant côte à côte –un Etat israélien et un Etat palestinien— a peu de chance de réussir, vu les limitations imposées et notamment le refus du retour des réfugiés palestiniens répartis dans les pays arabes depuis des décennies.

Comme l'écrivait Roger Cohen dans l'Herald Tribune du 2 février, « le pragmatisme domine la société iranienne, en dépit de la rhétorique officielle enflammée. L'argent, l'éducation et les perspectives de réussites mobilisent les gens », écrit-il. « Qui a besoin de ça ? », s'interroge t-il en référence aux tragédies militaires en Afghanistan et en Irak. Certainement pas les Iraniens qui, depuis 1979, ont connu la guerre, l'instabilité, les

sanctions internationales et les menaces. « Les Iraniens n'ont plus envie de verser leur sang : ils ont envie d'aller de l'avant », souligne-t-il.

Dans ce débat sur l'Iran et Israël, il est bon de rappeler que les accusations d'antisémitisme du président iranien, ou du clergé chiites au pouvoir sont difficiles à démontrer. Dans son livre sur l'Iran, Lilli Gruber souligne que le pays abrite encore la communauté juive la plus importante dans la région, en dehors d'Israël. Roger Cohen a exploré cet aspect de la société iranienne et a déclenché la fureur des milieux les plus extrémistes aux Etats-Unis qui l'ont accusé de faire le jeu des mollahs, en refusant d'admettre que les 25.000 juifs iraniens étaient les otages du régime. « Peut-être suis-je plus attaché aux faits qu'aux paroles, mais je suis convaincu que la réalité de la civilisation iranienne à l'égard des Juifs en dit plus long sur l'Iran, sur sa sophistication et sa culture, que la rhétorique enflammée », écrit-il dans l'Herald Tribune du 23 février.

8 - L'ouverture d'Obama

Quand Obama arrive au pouvoir en janvier 2009, il trouve une situation désastreuse dans le domaine des relations avec l'Iran. Seul aspect positif : une intervention militaire américaine est dorénavant exclue, en raison des difficultés rencontrées en Irak. Ce qui devait être une promenade de santé pour la première armée du monde est devenue un calvaire, coûteux en vies humaines, en milliards de dollars et en crédibilité. « Pour être clair », écrivait le 5 février Roger Cohen dans l'Herald Tribune, « l'option d'une action militaire américaine n'est pas une option. Elle est tout simplement inconcevable ». Des rumeurs d'actions préventives israéliennes circulent toutefois régulièrement, et elles doivent être prises au sérieux : en 1981, les Israéliens étaient allés détruire Ozirak, le réacteur construit par Saddam Hussein près de Bagdad. Pour l'Etat hébreu, devenu avec l'aide de la France, l'unique puissance nucléaire militaire de la région, il n'était pas question de laisser un Etat voisin remettre en cause ce monopole. Et c'est encore le cas. Israël, qui a toujours laissé planer le doute sur sa puissance nucléaire, dispose d'un arsenal d'obus, de bombes et d'ogives, adaptés à un champ de bataille étroit, où le contrôle des retombées radioactives est un souci primordial pour éviter la contamination des terres censées être défendues ou conquises. Pour aller s'attaquer à l'Iran, même avec des frappes conventionnelles, Israël a toutefois besoin du feu vert américain et de la fourniture de munitions sophistiquées : des bombes guidées à forte pénétration. L'administration Bush a hésité, mais s'est finalement refusé à s'engager sur cette voie. Les têtes les plus froides du Pentagone, notamment le secrétaire à la Défense Robert Gates, savent que toute attaque israélienne contre l'Iran auraient des conséquences incontrôlables. Elles ont notamment conscience que la situation en Irak requiert une forte collaboration avec l'Iran, surtout dans le contexte d'un départ du contingent américain annoncé pour 2010.

En outre, les conflits de guérilla que les Israéliens doivent gérer à leurs frontières ont démontré que leur puissance militaire, y compris leur capacité nucléaire, était inopérante dans certaines situations. L'offensive conduite au Liban en 2006 contre le Hezbollah a été vécue comme un échec, une aventure dans laquelle l'armée israélienne a perdu de sa crédibilité. Tenue en respect par une organisation paramilitaire déterminée et bien entraînée, Israël a dû avoir recours à des bombardements massifs visant les infrastructures du Liban. Cette punition collective lui a valu les condamnations internationales et a renforcé l'image d'un opérateur brutal qui ne recule pas devant l'usage excessif de la force si son prestige est remis en cause. La même philosophie a été appliquée à l'offensive contre le Hamas dans la bande de Gaza en 2008 : incapable de

venir à bout du mouvement islamiste, l'armée israélienne a systématiquement martelé les structures économiques de cette langue de terre coincée entre la mer et le territoire israélien. La leçon a été donnée et la loi du plus fort a prévalu pour que l'idée même de la « résistance » palestinienne perde son sens face une machine militaire qui la rend totalement illusoire. Mais le bilan politique est loin d'être positif : le Hamas n'a pas été détruit et la solution au problème palestinien n'a pas progressé.

Dans ce contexte, le président Obama a paré au plus pressé. Dès son discours inaugural devant le Congrès en janvier 2009, il annonce que les Etats-Unis sont prêts à tendre une main ouverte vers ceux qui gardent leurs poings fermés. « Ouvrez le poing, et nous vous tendrons la main », lance-t-il dans cette adresse⁶, qui insiste sur le respect mutuel que les religions et les nations du monde doivent observer les unes à l'égard des autres. Le lendemain, dans « The Economist » apparaît une caricature qui illustre le dilemme dorénavant posé au régime de Téhéran : elle montre un groupe de mollahs enturbannés, les yeux écarquillés par un mélange de crainte et de surprise, entourant un petit Ahmadinejad, au visage grincheux. « Attention, le Grand Satan est en train d'ouvrir son poing. Sûrement, il veut nous prendre à la gorge », entonnent les mollahs qui se tiennent à bonne distance de Barack Obama, debout devant eux, bras tendu, main ouverte. Le président américain va immédiatement répéter son offre de dialogue dans son premier entretien à une télévision étrangère⁷ qu'il accorde le 26 janvier, avec un sens aigu de la communication, à la chaîne « al Arabiya », très écoutée dans le monde arabe. Quelques semaines plus tard, il décide d'envoyer un signal encore plus direct aux dirigeants iraniens : il veut leur faire comprendre sans équivoque que le temps du changement de régime par la force est révolu. Il prend l'occasion des fêtes de Nowruz, le Nouvel An Iranien, en mars, pour prononcer un message télévisé où il s'adresse à la nation iranienne : « Nous savons que vous êtes une grande civilisation, et vos succès ont gagné le respect des Etats-Unis et du monde. Nous avons de graves divergences et elles se sont amplifiées avec le temps. Mon administration est désormais résolue à pratiquer une diplomatie qui traite la totalité des problèmes que nous avons devant nous, et à chercher à établir des relations constructives entre les Etats-Unis, l'Iran et la communauté internationale. Ce processus ne progressera pas par la menace. Nous cherchons au contraire un dialogue honnête et fondé sur le respect mutuel. Les Etats-Unis veulent que la République Islamique d'Iran prenne la place qui lui revient dans la communauté des nations. Vous avez ce droit, mais il s'accompagne de vraies responsabilités, et cette place ne peut être obtenue par la terreur et les armes, mais par des actions pacifiques qui démontrent la véritable grandeur du peuple et de la civilisation iraniens. Et cette grandeur ne se mesure pas par la capacité à détruire mais par votre talent à construire et à créer ».⁸

Cette initiative du président Obama est saluée unanimement, avec un soupir de soulagement : le Financial Times écrit : « ce pourrait être un tournant crucial ». Il rappelle les occasions ratées à l'époque du président Khatami, et l'offre iranienne ignorée

⁶ <http://www.whitehouse.gov/blog/inaugural-address/>

⁷ http://www.huffingtonpost.com/2009/01/26/obama-al-arabiya-intervie_n_161127.html

⁸ <http://www.whitehouse.gov/nowruz/>

de mai 2003. Il explique aussi que la pré-condition de Bush que la République islamique arrête son programme d'enrichissement avant même le début d'une discussion avait rendu impossible tout progrès. « Depuis 30 ans, depuis la révolution et le renversement du chah, les Etats Unis et l'Iran n'ont pas eu un dialogue normal », constate le FT. « Il existe maintenant, avec l'élection du président Obama, la possibilité de changer cela. Le futur de tout le Moyen Orient en dépend ».

Les dossiers où une coopération immédiate entre les deux pays est urgente sont effectivement cruciaux : la lutte contre les Taliban et Al Qaïda en Afghanistan, la lutte contre la culture de l'opium et le trafic de drogue à travers la frontière iranienne, qui a véritablement explosé ces temps derniers, la stabilisation de l'Irak où les violences confessionnelles risquent de s'accélérer alors que la minorité sunnite craint de faire les frais du départ américain prévue en 2010, le conflit israélo-arabe, pour lequel l'urgence d'une solution est rappelée par les résurgences de guerre, au Liban sud en 2006 et à Gaza en 2008. Le message d'Obama est également approuvé par les experts de la région. Roger Cohen, éditorialiste de l'Herald Tribune, applaudit à cette initiative : « Obama a abandonné la doctrine du changement de régime comme objectif des Etats-Unis ; il a également abandonné l'option militaire ; il a écarté la tactique du bâton et de la carotte que les Iraniens ont toujours considéré uniquement bonne pour les ânes et il a accepté que le programme nucléaire iranien soit inclus dans les dossiers à discuter, plutôt d'exiger de Téhéran qu'il le suspende pour pouvoir parler du reste ».

La réponse de Téhéran a été prudente. Le président Ahmadinejad a expliqué dans une première réaction, rapportée par le Herald Tribune du 29 janvier, qu'il fallait attendre quelles formes concrètes les bonnes intentions des Etats Unis allaient prendre : « Le slogan du changement est bon, mais il peut s'agir d'une réforme fondamentale ou d'un simplement changement tactique ». Mais il ajoute, sur un ton de défi : « Un véritable changement serait pour les Américains de demander pardon à la nation iranienne et de tenter de réparer les crimes qu'ils ont commis contre elle. »

« Il est clair que la volonté existe de coopérer des deux côtés », écrivait, sur un ton plus posé, le 6 mars, Sadegh Kharrazi, ancien ambassadeur iranien à Paris. « La sécurité en Irak, le soutien à son gouvernement, l'élimination des éléments radicaux et terroristes en Afghanistan, ainsi que les camps d'entraînement terroristes dans la région, en particulier au Pakistan et dans des pays arabes, et la lutte contre la production et la commercialisation de la drogue peuvent former les éléments d'une coopération », listait-il alors dans une des nombreuses indications officieuses, obliques, que le pouvoir iranien a donné depuis l'offre du président américain. Mais, ajoutait Kharrazi, les Iraniens veulent voir de la part des Etats-Unis une véritable volonté de s'engager dans des pourparlers « dégagés des influences traditionnelles des lobbies juifs et arabes » et « la discussion peut également aborder la question de la sécurité énergétique régionale ainsi que des structures multilatérales de sécurité régionale rassemblant les pays ayant une importance particulière dans la région ». En terme voilés, le diplomate iranien offrait de discuter du programme nucléaire iranien et de la présence militaire américaine en Irak, en Afghanistan et dans le Golfe.

9 – Les premiers pas

Les premiers éléments d'une coopération s'étaient bien mis en place avant l'arrivée de Barack Obama à la Maison Blanche, mais la réticence du président Bush à considérer l'Iran comme un partenaire sérieux a prévenu tout réel progrès. En outre, l'opacité du

pouvoir à Téhéran et la concurrence entre les protagonistes du pouvoir au cœur du régime islamique ont également rendu plus difficile la lecture des réelles intentions de l'Iran, et des mécanismes de déblocage de la situation.

Le scrutin présidentiel iranien du 12 juin sera une bonne manière de juger si le président Ahmadinejad a mobilisé le soutien populaire avec son attitude provocatrice à l'égard des Etats-Unis et d'Israël. Il se présente pour un second mandat, et ses plus importants concurrents, les réformistes Mehdi Karroubi, ancien président du parlement, Mir Hussein Moussawi, ancien Premier ministre, et le conservateur Mohsen Rezai, ancien chef des Gardiens de la Révolution, se sont tous prononcés en faveur de relations apaisées avec l'Occident, et particulièrement avec Washington. Toutefois, dans ce domaine stratégique, tout comme dans celui du nucléaire, l'influence du Guide de la Révolution, Ali Khamenei, est prépondérante, et c'est lui et les conseillers qui l'entourent qui décideront de la suite à donner aux ouvertures du président Obama.

Sur le dossier irakien, des rencontres épisodiques ont eu lieu à Bagdad dès 2007 entre les diplomates américains et iraniens, pour évoquer les questions de sécurité. Officiellement, ces rencontres n'ont rien donné mais elles ont servi à rompre la glace entre les deux pays. L'Iran avait besoin d'être convaincu que l'Irak ne serait pas utilisé par les Etats-Unis comme base avancée pour provoquer un changement de régime forcé à Téhéran. Les Etats-Unis ont voulu obtenir des assurances que les Iraniens ne profiteraient pas des difficultés rencontrées par leurs soldats pour rendre encore plus difficile et coûteuse leur aventure irakienne. Pour Bagdad, où domine un pouvoir chiite, historiquement lié à l'Iran mais conscient d'une nécessaire indépendance s'il veut jouer un rôle dans le monde arabe, l'essentiel était de normaliser des relations politiques et économiques avec un voisin dont il a besoin pour asseoir son pouvoir et reconstruire le pays.

Sur l'Afghanistan, les gestes ont été plus clairs. Fin mars 2009, dans le cadre d'une conférence internationale à la Haye, les Etats-Unis et l'Iran se sont assis à la même table. L'envoyé américain, Richard Holbrooke, a même établi un premier contact direct avec le vice-ministre des Affaires étrangères, Mohammad Mehdi Akhoundzadeh. C'est un dossier où des initiatives extrêmement concrètes peuvent être prises. Ainsi, l'ONU et les Iraniens demandent-ils depuis des années aux Américains de coopérer dans la lutte contre la production d'opium en Afghanistan. La drogue est une source de revenu pour les Afghans mais surtout de financement pour tous les clans et miliciens qui viennent se ranger sous la bannière des Taliban. Trouver une alternative à l'argent de la drogue créerait les conditions d'une réduction de mobilisation en leur faveur. Pour l'Iran, il s'agit de mettre fin à un terrible phénomène de consommation de drogue qui mine une proportion croissante de la jeunesse. Le nombre des consommateurs réguliers d'héroïne est estimé à plus de 3 millions de personnes, et l'impact sur le reste de la société en fait une des priorités du gouvernement iranien, et un vrai problème de survie pour le pays.

L'arrivée d'Obama a changé de manière significative la donne sur le dossier du nucléaire iranien. En 2003, l'Europe à travers un groupe de trois pays –France, Royaume-Uni et Allemagne- avait pris l'initiative de négocier avec Téhéran pour obtenir la suspension de son programme d'enrichissement d'uranium. En dépit d'un accord signé en 2004, l'Iran avait repris ses activités dans ce domaine. Le « groupe des 3 » avait été élargi en 2006 à la Chine et à la Russie, mais surtout aux Etats-Unis, pour tenter de trouver un arsenal de sanctions et d'encouragements propres à convaincre l'Iran de se plier aux souhaits de la communauté internationale. Mais l'administration Bush mettait comme condition à toute

négociation avec les Iraniens, qu'ils stoppent leur programme d'enrichissement avant l'ouverture des pourparlers. Cette condition rendait évidemment impossible toute solution amiable. Elle a été levée par le président Obama, et les Etats-Unis se joindront aux prochaines tractations, sans préalable.

Récemment les Iraniens ont inauguré la centrale de Bushehr, construite avec l'aide de la Russie, qui devrait être en mesure de produire rapidement 500 mégawatts d'électricité. Ils ont également annoncé la mise en service de leur première usine d'enrichissement d'uranium, dans la ville d'Isfahan. Sa production devrait servir au réacteur de recherche installé à Arak et à la centrale de Bushehr.

10 – Conclusion : l'hypothèse d'une internationalisation du nucléaire iranien

En mars 2008, une étude a été rendue publique aux Etats Unis dans The New York Review of Books⁹ qui a offert une voie de sortie à l'impasse dans laquelle la communauté internationale se trouve face au problème du nucléaire iranien.

Sous la plume de trois anciens responsables américains, William Luers, Thomas Pickering, et Jim Walsh, elle proposait une idée, en apparence irréaliste mais finalement la plus envisageable : l'internationalisation du nucléaire iranien. Les auteurs font partie d'un groupe d'experts américains et iraniens qui se sont réunis discrètement depuis 2003 pour tenter de proposer une solution originale à ce qu'ils décrivent comme le dossier le plus crucial dans les relations entre les Etats-Unis et l'Iran. « Nous proposons que les efforts iraniens pour produire de l'uranium enrichi et les autres activités liées au programme nucléaire iranien soient poursuivies dans un cadre multinational, c'est-à-dire dirigés et opérés sur le territoire iranien par un consortium incluant l'Iran et d'autres gouvernements », écrivent-ils.

Le concept d'une internationalisation, ou d'une multilatéralisation, du cycle du combustible nucléaire n'est pas en soi une idée nouvelle. Elle est discutée dans les milieux spécialisés depuis les années 70, et elle a été suggérée, dès 2003, par Mohamed El Baradei dans le cadre d'une solution pour le problème iranien. La réflexion des experts américains rejoint des études qui ont également circulées en Europe, de façon moins publique. Certaines ont même avancé la création d'une société internationale sur le modèle de celle qui gérait le Canal de Suez avant sa prise de contrôle par Nasser. Cette expérience néfaste devrait, bien sûr, éclairer la réflexion sur une éventuelle multilatéralisation du nucléaire iranien.

L'étude de William Luers, Thomas Pickering, et Jim Walsh souligne que l'Iran n'est pas opposée au principe d'une telle internationalisation, et qu'elle permettrait de satisfaire les ambitions de Téhéran et calmerait les inquiétudes internationales. Elle ajoute que Téhéran aurait peu d'intérêt à renier un tel accord, et qu'une réaction internationale, y compris militaire, à une violation iranienne serait alors amplement justifiée.

Remettre cette option en avant comme solution à une dispute qui a pris des dimensions de « casus belli » demande du courage et de l'imagination. Les Etats-Unis auront du mal à promouvoir une telle idée, même s'ils peuvent la suggérer et la soutenir.

⁹ <http://www.nybooks.com/articles/21112>

L'Europe, avec son expérience dans le domaine, est mieux placée pour le faire, et les experts américains citent d'ailleurs la France et l'Allemagne comme les deux pays les plus à même de prendre la tête d'un consortium de gestion du nucléaire iranien. Cette solution ne peut s'envisager que dans le cadre d'une coopération entre l'Iran et les pays arabes, qui, depuis le sommet de Riyadh en 2007, songent à régionaliser leurs efforts dans le domaine de l'énergie nucléaire. Elle doit également être présentée à Israël comme le pendant d'une discussion élargie à la création au Moyen Orient d'une zone exempte d'armes de destruction massive. Il s'agit, bien sûr, d'une ambition encore étrangère à la réalité actuelle de la région, mais qui est la seule à même d'y assurer la paix et le développement économique dans les décennies à venir.

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

La Fondation Robert Schuman, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.